

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement d'Occitanie  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette - CS 70069  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 07/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCA Distillerie Sud Languedoc**

76 Avenue des Corbières  
11200 Ornaisons

Références : -

Code AIOT : 0006600370

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement SCA Distillerie Sud Languedoc implanté La Prade 11130 Sigean. L'inspection a été annoncée le 28/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Thème de la visite : courrier en date du 28 juin 2024

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCA Distillerie Sud Languedoc
- La Prade 11130 Sigean

- Code AIOT : 0006600370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de distillation comprenant un ensemble d'installations connexes : stockage alcools, stockage marcs, chaufferie gaz, chaufferie biomasse, bassins d'évaporation d'effluents ...

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement
- AN24 Rétention

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	LI : ETAT DES STOCKS	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
3	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	FOUDRE	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.3 ; AM 4 octobre 2010 section III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
6	LI : RETENTIONS	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	LI : RESERVOIRS, PRODUITS INCOMPATIBLES	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 8.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 5.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.5	Sans objet
11	Voie d'accès	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 2.1.1 ; 2.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines actions n'ont pas pu être réalisées dans les délais retenus par l'exploitant comme l'insonorisation des clapets de décharge du filtre à poussière de la chaudière à biomasse. L'exploitant maintient l'arrêt de sa chaudière à biomasse dans l'attente de la réalisation des actions d'insonorisation prévues.

Plusieurs documents, dont les plans, doivent être mis à jour pour tenir compte des évolutions apportées sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : LI : ETAT DES STOCKS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan des stockages.
<b>Constats :</b>  <u>Documents consultés :</u> <i>Tableurs de suivi des entrants liquides et des alcools produits</i>  <u>Observations :</u> Les bacs d'alcools sont identifiés dans le suivi informatique, mais ne sont pas référencés sur le plan du site. Deux bacs sont utilisés pour le stockage des alcools de "mauvais goûts" : ces alcools ne sont pas intégrés à la comptabilité du bilan alcools produits. L'ensemble des produits liquides (produits TAR, BITEK, PHTLATE, Permanganate de potassium, acide sulfurique, acide phosphorique ...), pâteux (huiles ...) ne sont pas comptabilisés sur un registre.  <u>Actions retenues :</u> Afin de clarifier la localisation des stockages d'alcools sur le site, l'exploitant doit produire un plan à jour mentionnant les références de tous les bacs utilisés dans le suivi de sa comptabilité et s'assurer de leur identification physique : entrants / sortis. Intégrer le suivi des alcools de "mauvais goût" au même titre que les alcools "raffinés" produits. Intégrer l'ensemble des produits liquides / pâteux stockés sur le site dans un registre afin de disposer des quantités présentes par rapport aux quantités maximales autorisées.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<u>Actions retenues (1 mois) :</u> Afin de clarifier la localisation des stockages d'alcools sur le site, l'exploitant doit produire un plan à jour mentionnant les références de tous les bacs utilisés dans le suivi de sa comptabilité et s'assurer de leur identification physique : entrants / sortis. Intégrer le suivi des alcools de "mauvais goût" au même titre que les alcools "raffinés" produits. Intégrer l'ensemble des produits liquides / pâteux stockés sur le site dans un registre afin de disposer des quantités présentent par rapport aux quantités maximales autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : LI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux – permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le «permis d'intervention» et éventuellement le «permis de feu» et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.
<b>Constats :</b>  <u>Documents consultés :</u> <i>Permis de feu du 07/02/2022</i> <i>Permis de feu du 19/12/2023</i> <i>Mémoire en réponse "inspection du 6 décembre 2018" : annexe 3 sur les attributions de Madame G.</i>  <u>Observations :</u> Dans les faits, Madame G. est identifiée pour conduire l'activité de la distillation et délivrer les permis de feu s'y réfèrent. Le document "annexe 3" relatif aux attributions de Madame G. mérite d'être modifié pour y faire apparaître sans ambiguïté : - ses références (nom, prénom, fonction ...), - nommément désigné pour la délivrance de permis de feu. Les deux permis de feu présentés sont incomplets dans l'analyse "sommaire" des risques : la préparation du chantier et les conditions de fonctionnement des installations (permises ou pas) ne sont pas précisées. La trame des deux permis de feu est différente, bien que la version soit la même : 03/2019. Les instructions de sécurité, notamment la surveillance pendant les deux heures après travaux ne sont pas renseignées.  <u>Actions retenues :</u> Le document "annexe 3" relatif aux attributions de Madame G. est à complété sur les observations ci-dessus. (15 jours) Les nouveaux permis de feu 2024 sont à établir en tenant compte des observations ci-dessus.(1

jour)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Actions retenues (15 jours) :</u> Le document "annexe 3" relatif aux attributions de Madame G. est à compléter sur les observations ci-dessus. (15 jours) Les nouveaux permis de feu 2024 sont à établir en tenant compte des observations ci-dessus.(1 jour)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : LI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b>  <u>Documents consultés :</u> Plan des zones de dangers chimiques et explosives de la distillerie Sud Languedoc Plan de localisation des installations issu du dossier d'instruction en autorisation en date de février 2013 <u>Observations :</u> Les plans présentés ne sont pas datés et ne prennent pas en compte toutes les installations présentes sur le site (chaufferie, stockage biomasse, silo à tourteaux, zones de dépotage/chargement ...) : l'identification des différents types de risques (incendie, explosion, toxique ...) est incomplète.  <u>Actions retenues :</u> L'exploitant est invité à mettre à jour et dater ces différents plans du site, notamment celui d'identification des différentes zones à risques identifiées et présentes sur le site (incendie, explosion, toxique ...). (1 mois)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Actions retenues (1 mois) :</u>  L'exploitant est invité à mettre à jour et dater ses différents plans du site, notamment celui d'identification des différentes zones à risques identifiés et présents sur le site (incendie,

explosion, toxique ...). (1 mois)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : LI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation – Zone dépotage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
<b>Constats :</b>  <u>Observation :</u> La signalétique sur le site est incomplète : manque par exemple la matérialisation des zones de stationnement / dépotage / chargement. Un plan à jour du sens de circulation / progression à l'intérieur du site n'est pas disponible. <u>Actions retenues :</u> L'exploitant est invité à matérialiser les différentes zones de stationnement : dépotage / chargement présent à l'intérieur de son site. (1 mois) L'exploitant est invité à produire un plan à jour sur lequel est identifié le sens de circulation à l'intérieur de son site ainsi que les différentes zones de stationnement / déchargement / chargement. (1 mois)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Actions retenues (1 mois) :</u> L'exploitant est invité à matérialiser les différentes zones de stationnement : dépotage / chargement présentes à l'intérieur de son site. (1 mois) L'exploitant est invité à produire un plan à jour sur lequel est identifié le sens de circulation à l'intérieur de son site ainsi que les différentes zones de stationnement / déchargement / chargement. (1 mois)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.3 ; AM 4 octobre 2010 section III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>

ARF / ET / Travaux réception / Vérification annuelle
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Documents consultés :</u>  ARF Indélec - référence 24 928 révision A - du 18/03/2020  ET Indélec - référencé 24 929 révision A - du - 19/03/2020  Indélec : attestation de réalisation de travaux (réalisés le 25/04/2023) en date du 28/04/2023  Carnet de bord</p> <p><u>Observations :</u>  Le carnet de bord n'est pas tenu à jour : manque les passages depuis le 05/12/2022.</p> <p><u>Action retenue : (15 jours)</u>  L'exploitant est invité à compléter et à maintenir à jour le carnet de bord relatif à la thématique foudre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est invité à compléter et à maintenir à jour le carnet de bord relatif à la thématique foudre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 6 : LI : RETENTIONS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions LI : Dimension, résistance, étanchéité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.</p> <p>... Les rétentions des réservoirs de stockage de liquides inflammables sont pourvues d'un revêtement en béton, ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche.</p> <p>... L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sont étanches en position fermée aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ;</li> <li>- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;</li> <li>- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.</li> </ul> <p>La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p> <p>Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p>



<p>Elles font l'objet d'une maintenance appropriée.</p> <p>L'exploitant défini par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observation :</u></p> <p>Les parois de la rétention du plus grand stockage d'alcool ont été reprises conformément aux recommandations de l'étude béton. L'attestation de réception de travaux n'était pas disponible le jour de la visite.</p> <p>Des restes de travaux ainsi qu'une petite végétation sont présents dans la rétention du grand stockage d'alcool.</p> <p>Le sol de la rétention du petit stockage d'alcool a été réalisé en interne en 2022.</p> <p>Plusieurs fûts d'huile (3 fûts) de 200l ne sont pas stockés sur rétention.</p> <p><u>Actions retenues :</u></p> <p>L'exploitant est invité à produire un document de type "réception de travaux" permettant d'attester que le renforcement des parois de la rétention du plus grand stockage d'alcool est bien réalisé conformément à l'étude béton.(1 mois)</p> <p>Procéder au nettoyage minutieux de la rétention du grand stockage d'alcool.</p> <p>Mettre sur rétention les 3 fûts d'huile. (1 mois)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Actions retenues (1 mois) :</u></p> <p>L'exploitant est invité à produire un document de type "réception de travaux" permettant d'attester que le renforcement des parois de la rétention du plus grand stockage d'alcool est bien réalisé conformément à l'étude béton.(1 mois)</p> <p>Procéder au nettoyage minutieux de la rétention du grand stockage d'alcool.</p> <p>Mettre sur rétention les 3 fûts d'huile. (1 mois)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : LI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection / extinction - PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réseau d'extinction associé au suppresseur incendie, aux réserves incendie et émulseur, alimentent directement un ensemble d'équipements:</li> <li>→ 4 boîtes à mousses (642,2 l/min) dans la rétention extérieure de 809,8 m3,</li> <li>→ 2 boîtes à mousses (197,3 l/min) de 158,4 m3, dans la rétention mitoyenne à la chaufferie,</li> <li>→ deux postes incendie additivés (PIA) de 8 m3/h et 133 l/min chacun: 1 à proximité de l'aire de dépotage, 1 à proximité des bureaux;</li> </ul>

...

- la cave de vieillissement, le bâtiment n° 8 sont équipés d'un dispositif de détection incendie adapté avec report d'alarme

... EDD page 37: ...

- un réseau de canalisation,

→ au droit de la rétention des cuves extérieures de stockage d'alcool, quatre boîtes à mousse pour un débit total de 642,2 l /min,

→ au droit de la fosse de stockage des cuves d'alcool, deux boîtes à mousse pour un débit total de 197,3 l /min,

...

- la cave de vieillissement, le bâtiment n° 8 sont équipés d'un dispositif de détection incendie adapté avec report d'alarme,

...

- d'un déclenchement automatique du réseau d'extinction asservie à une détection incendie placée dans les deux rétentions alcools.

L'alimentation électrique du surpresseur est renforcée.

### Constats :

#### Documents consultés :

*Rapport d'intervention TELEDYNE n° 240619125042 du 19/06/2024 : Chaufferie gaz - Détection gaz - Buzzer ; Cuverie - détecteurs IR3.*

*Classeur "identification - suivi" des produits PFAS*

*Fiche technique de l'émulseur utilisé sur place : Émulseur fluorosynthétique AFFF Polyvalent AR (C6)*

#### Observations :

Aucune observation n'est mentionnée sur le rapport d'intervention précité.

L'inspection note l'observation au niveau de l'alimentation secourue "aucune alimentation de secours" ==> cette appréciation doit être accompagnée d'un commentaire plus détaillé. Le dispositif, dispose t-il de sa propre batterie de secours, laquelle ne peut-être testée en raison de la double alimentation distincte du réseau électrique du site ?

Le positionnement de deux détecteurs dans la rétention du grand stockage d'alcool interroge sur leur bon fonctionnement : l'angle d'inclinaison est-il adapté au balayage du capteur et de la zone à couvrir ? la présence d'une "grosse" canalisation devant l'un des capteurs est-il de nature à perturber son bon fonctionnement ?

Présence d'un bac à sable sans couvercle au niveau du poste d'hydrocarbures.

#### Action PFAS :

Le site n'est actuellement pas soumis à l'action de "campagne de surveillance" des PFAS du fait qu'il n'y a aucune rejet d'eaux résiduaire vers le milieu : l'ensemble est collecté et dirigé vers des bassins de stockage et d'évaporation.

L'exploitant a cependant engagé une action de recherche et de reconnaissance des produits utilisés sur sont et susceptibles de contenir des PFAS. Cette action a conduit l'exploitant à identifier un produit contenant des PFAS : Il s'agit de l'émulseur d'extinction aux feux d'alcool (polaire) (2 fûts de 200 l + 2 récipients de 1000 l) qui n'a jamais été mis en œuvre à ce jour sur le site selon les dires de l'exploitant et dont le délai de validité court jusqu'en avril 2025. L'exploitant confirme le remplacement à cette date par un nouvel émulseur adapté aux feu d'alcools mais ne contenant pas de PFAS. L'exploitant précise qu'il va prospecter également auprès de sociétés autorisées à récupérer ces produits PFAS et différentes des fournisseurs de ces produits.

<p><b>Actions retenues :</b></p> <p>L'exploitant doit poursuivre ses investigations afin d'apporter des éléments sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- clarté dans l'alimentation secourue du dispositif de détection incendie (prochain rapport de contrôle, dont l'information de passage sera précisée à l'inspection)</li> <li>- confirmation du bon emplacement et positionnement de l'ensemble des détecteurs incendies installés dans la rétention du grand stockage d'alcool. (prochain rapport de contrôle, dont l'information de passage sera précisée à l'inspection)</li> <li>- la prise en charge par une société autorisée à l'échéance d'avril 2025 de l'ancien émulseur contenant des substances PFAS. (avril 2025).</li> </ul> <p>Afin de conserver le caractère absorbant du sable, celui-ci doit être protégé des intempéries (couvercle stable). (1 mois)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin de conserver le caractère absorbant du sable, celui-ci doit être protégé des intempéries (couvercle stable). (1 mois)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : LI : RESERVOIRS, PRODUITS INCOMPATIBLES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 8.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs alcools</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;</li> <li>• - volume du réservoir ;</li> <li>• - dates, types d'inspection et résultats ;</li> <li>• - réparations éventuelles et codes utilisés. matériaux de construction, y compris des fondations ;</li> <li>• - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;</li> <li>• - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;</li> <li>• - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Documents consultés :</u></p> <p>Classeur d'épaulement des bacs à alcools.</p> <p><u>Observations :</u></p> <p>Le classeur d'épaulement des bacs à alcools répond en partie à la prescription. Les éléments doivent être complétés et mis à jour notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plusieurs bacs sont d'anciens bacs à vin et pour lesquels le changement de produit "alcool" n'a pas été mis à jour. L'épaulement des bacs concernés (exemple : bac F408) doit en conséquence être mis à jour si nécessaire.</li> <li>- dates, types d'inspection et résultats.</li> <li>- réparations éventuelles et codes utilisés. matériaux de construction, y compris des fondations,</li> </ul>

présence d'événements. - existence d'un revêtement interne et date de dernière application. - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir. <u>Actions retenues :</u> Le classeur épaulement des bacs à alcool est à compléter et à mettre à jour. (3 mois) L'épaulement des bacs dont le produit a évolué (passage de vin à alcool) est à vérifier et à mettre à jour si nécessaire. (3 mois)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Actions retenues (3 mois) :</u> Le classeur épaulement des bacs à alcool est à compléter et à mettre à jour. (3 mois) L'épaulement des bacs dont le produit a évolué (passage de vin à alcools) est à vérifier et à mettre à jour si nécessaire. (3 mois)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : BRUIT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveau bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Limite de propriété; niveaux sonores à respecter
<b>Constats :</b>  <u>Observations :</u> Le dispositif d'insonorisation de la rampe des clapets de décharge du filtre à poussière de la chaufferie à biomasse n'est pas installé. Il vient d'être réceptionné en pièce détachées sur le site. Dans l'attente de l'installation du "coffret" d'insonorisation de la rampe des clapets de décharge du filtre à poussière de la chaufferie à biomasse, la chaufferie à biomasse est maintenue à l'arrêt. Des consignes d'exploitation au niveau des opérations de chargement en biomasse de la trémie d'alimentation de la chaufferie ont été précisées oralement aux opérateurs, mais n'ont pas été formalisées. La chaufferie à biomasse étant maintenue à l'arrêt, l'appréciation des émissions sonores générée à l'intérieur du bâtiment par le décolmatage des tubes de fumées n'a pas pu être réalisé : action reportée à la remise en service de la chaufferie à biomasse. <u>Actions retenues :</u> La chaufferie à biomasse est maintenue à l'arrêt tant que le coffret d'insonorisation de la rampe des clapets de décharge du filtre à poussière n'est pas installé. Au redémarrage de la chaufferie à biomasse, l'investigation doit se poursuivre au niveau des tubes de fumées et s'accompagner si nécessaire d'actions correctives. Des consignes d'exploitation au niveau des opérations de chargement en biomasse de la trémie d'alimentation doivent être formalisées. (1 mois)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p><u>Actions retenues (1 mois) :</u></p> <p>La chaufferie à biomasse est maintenue à l'arrêt tant que le coffret d'insonorisation de la rampe des clapets de décharge du filtre à poussière n'est pas installé.</p> <p>Au redémarrage de la chaufferie à biomasse, l'investigation doit se poursuivre au niveau des tubes de fumées et s'accompagner si nécessaire d'actions correctives.</p> <p>Des consignes d'exploitation au niveau des opérations de chargement en biomasse de la trémie d'alimentation doivent être formalisées. (1 mois)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : BRUIT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs d'émergence
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Zone à émergence réglementée : valeur à respecter</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Voir constat précédant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Voir constat précédant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Voie d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 2.1.1 ; 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien voirie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.1.1 :</p> <p>Objectifs généraux: L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</p> <p>la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</p> <p>prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour</p>

l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**Article 2.3.1 :**

Propreté L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'établissement et ses abords sont tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les voies de circulation, l'intérieur des ateliers, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales.

Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.

Lorsque les travaux ne portent que sur une partie des installations dont le reste demeure en exploitation, toutes les précautions telles que vidange, dégazage, neutralisation des appareils, isolement des arrivées et des départs des installations, obturation des bouches d'égout ..., sont prises pour assurer la sécurité. Toutes dispositions sont mises en œuvre pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal.

**Constats :**

Selon les dires de l'exploitant, les démarches engagées par l'exploitant auprès de la mairie n'ont, à ce stade, pas abouti à une solution. Les négociations doivent se poursuivre et inclure les différents bénéficiaires du chemin de desserte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Élimination déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Les déchets entreposés sur le site sont régulièrement évacués, sans excéder trois mois de production. ...

**Constats :**

Observations :

Les "déchets" ont été retirés. La majorité étant in fine des produits de traitement de l'eau ont été réutilisés.

Demeure un tas de déchets (mélange de terre et végétaux) qui n'a pas lieu d'être maintenus sur place.

<p><u>Actions retenues :</u> L'exploitant est invité à éliminer vers une filière reconnue le tas de déchets (mélange de terre et végétaux). (3 mois)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Actions retenues (3 mois) :</u> L'exploitant est invité à éliminer vers une filière reconnue le tas de déchets (mélange de terre et végétaux). (3 mois)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>